

poussée jusqu'à ce que le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies en ait terminé avec ses travaux, afin qu'il puisse être tenu compte des modifications que ledit comité pourrait apporter à ce règlement.

9. Mme DERRE (France) dit que la position de la délégation française en ce qui concerne la participation des mouvements de libération est bien connue, et qu'elle se borne à formuler des réserves quant à l'article 70 du projet de règlement des commissions techniques.

10. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que, en ce qui concerne les alinéas *a* et *b* du point considéré, il pense qu'il faudrait que le Conseil indique à quel moment il se propose d'examiner la question. Certaines délégations ayant exprimé l'opinion que cet examen devrait avoir lieu une fois que le Comité spécial de la restructuration aurait adopté son rapport, peut-être pourrait-on convenir d'attendre, pour prendre une décision à cet égard, la prochaine session d'organisation.

11. M. S. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la délégation soviétique a exprimé clairement sa position quant au moment le plus propice pour l'examen des alinéas *a* et *b* du point considéré, à l'occasion de l'adoption du document E/L.1757. Elle estime que l'ordre du jour de la soixante-troisième session est déjà surchargé et qu'il est par conséquent impossible d'y ajouter une question qui exige que l'on examine une documentation d'un volume considérable. C'est pourquoi elle appuie la suggestion du Secrétaire visant à reporter à la prochaine session d'organisation la décision concernant le moment auquel les questions sur lesquelles portent les alinéas *a* et *b* devront être examinées par le Conseil.

12. Le PRESIDENT considère, en l'absence d'objection, que le Conseil décide de reporter la décision concernant le moment auquel seront examinées les questions mentionnées aux alinéas *a* et *b* à sa session d'organisation pour 1978.

*Il en est ainsi décidé [décision 217 (LXII)].*

13. M. MARSHALL (Royaume-Uni) dit qu'il est fort heureux que l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session du Conseil (E/L.1757) ait déjà été distribué et que le *Conference Room Paper No. 1* est particulièrement utile. Il faudrait décider si l'on examinera

à la présente session les questions que pourrait soulever ce document, soit à l'occasion de l'examen de la question de la restructuration, soit à propos du point 16 de l'ordre du jour, concernant l' "Examen de l'ordre du jour provisoire de la soixante-troisième session".

14. M. Marshall ajoute qu'il lui semble que le Conseil se trouve pris dans un dilemme. En effet si, d'une part, lorsqu'elle a pris note du rapport intérimaire du Comité spécial de la restructuration, l'Assemblée générale a bien prié le Conseil de poursuivre ses travaux, il est, d'autre part, évident qu'il sera extrêmement difficile à celui-ci de faire quoi que ce soit à ce stade sans courir le risque d'entraver ceux dudit comité, qui doivent reprendre la semaine suivante.

15. La délégation du Royaume-Uni est d'avis qu'on ne peut rien faire en ce qui concerne les questions mentionnées aux alinéas *a* et *b* du point 4, avant que le Comité spécial de la restructuration n'ait soumis le rapport définitif que le Conseil doit examiner à sa soixante-troisième session. Il s'ensuit, à son avis, que c'est à ce moment-là que le Conseil pourra reprendre l'examen de ce point et déterminer alors quelles sont les obligations qui lui incombent à l'égard de l'Assemblée générale en vertu de la résolution relative à la restructuration.

16. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit qu'il croit comprendre que le représentant du Royaume-Uni a fait allusion à la demande qui a été faite au Conseil par l'Assemblée générale visant à ce qu'il poursuive son propre processus de restructuration et rationalisation, en se fondant en partie sur le rapport du Comité spécial de la restructuration, ainsi qu'à l'examen de la question du rapport que le Conseil doit soumettre à l'Assemblée générale sur cette question. C'est ce qui ressort également des annotations relatives au point 8 de l'ordre du jour de la soixante-troisième session du Conseil.

17. Le PRESIDENT dit que, en ce qui concerne le point soulevé par le représentant du Royaume-Uni à propos de la documentation dont sera saisi le Conseil, les renseignements figurant dans le *Conference Room Paper No. 1* peuvent être examinés en même temps que le point 16 de l'ordre du jour de la soixante-deuxième session (E/5917).

*La séance est levée à 16 h 30.*

## 2054<sup>e</sup> séance

Jeu­di 5 mai 1977, à 11 h 5.

*Président* : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2054

### POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Assistance aux régions d'Ethiopie victimes  
de la sécheresse (E/5919, E/L.1763)

1. M. BERKOL (Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe) voudrait mettre à jour les

renseignements contenus dans le rapport du Secrétaire général (E/5919) au sujet de la situation des régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse et se fondera pour ce faire sur les conclusions de la mission conjointe de la FAO, du PAM et du Bureau du Coordonnateur lui-même en Ethiopie, ainsi que sur les consultations tenues avec le représentant résident du PNUD à Addis-Abeba.

2. Les récoltes ont été très mauvaises dans quatre provinces du pays, et notamment dans la région montagneuse du nord-est, au Wollo et dans le Tigré, mais l'intervention immédiate de la Commission des secours et du relèvement du Gouvernement éthiopien a permis jusqu'à présent de limiter considérablement les dégâts. Il convient également de faire état des progrès réalisés par la Commission pour ce qui est des préparatifs effectués en vue de faire face aux situations d'urgence.

3. Comme il est difficile d'obtenir des renseignements dignes de foi quant au nombre des personnes qui auront probablement besoin d'une aide alimentaire dans les mois à venir, le volume de cette aide ne peut être estimé avec précision. Le sentiment général, que partagent les fonctionnaires du gouvernement, est que, en dépit des pertes déjà subies par ces récoltes, les conditions actuelles ne sont pas aussi critiques que durant la crise de 1973 et 1974. Quoi qu'il en soit, de graves problèmes se poseront dans certaines régions avant la prochaine récolte d'octobre, et c'est pourquoi les projets consistant à pourvoir "des vivres pour du travail", en vue de la conservation des sols et du reboisement, qui sont exécutés par le gouvernement devraient être appuyés entièrement pendant toute la durée de cette crise.

4. On estime qu'en 1977 l'Ethiopie devra importer 200 000 tonnes de céréales, tant sous forme d'importations commerciales que sous forme d'aide alimentaire. On prévoit d'importer 100 000 tonnes de blé au titre d'achats commerciaux et 53 000 tonnes de céréales ont déjà été promises à titre d'aide. On a encore besoin d'environ 50 000 tonnes, et M. Berkol prie instamment les éventuels donateurs d'envisager de combler ce déficit.

5. L'importation de vivres par les ports d'Assab et de Djibouti a été entravée, non par l'absence d'installations portuaires, mais faute de moyens de transport adéquats. On ne dispose pas de suffisamment de camions pour assurer la distribution, depuis les deux ports, des 200 000 tonnes de céréales dont on aura besoin en 1977. A l'heure actuelle, 500 camions font défaut et on recommande au gouvernement d'envisager également de se procurer environ 450 camions équipés de remorques par an pour disposer en permanence de véhicules assez nombreux pour répondre à ses besoins. Compte tenu des conclusions de la mission conjointe, le Bureau du Coordonnateur a appuyé, le 18 mars 1977, la demande adressée par le Gouvernement éthiopien à divers donateurs afin qu'ils lui fournissent 150 camions et quatre grues mobiles de trois tonnes. A ce jour, 10 camions ont été offerts par un donateur, et M. Berkol insiste tout particulièrement sur le fait qu'il est indispensable de pouvoir compter sur les 140 camions restants ainsi que sur les grues demandées pour améliorer les services de transport.

6. La situation dans les régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse dépend essentiellement du niveau des précipitations pendant la saison actuelle; certains indices montrent déjà qu'elles sont inférieures à la normale. Les ouvriers chargés de la construction d'une route reliant Kobo à Lalibella demandent déjà à être rémunérés en vivres plutôt qu'en espèces. Dans les provinces du Wollo et du Tigré, les représentants de divers organismes et les fonctionnaires du gouvernement ont signalé à la mission que la distribution

gratuite de vivres était pour eux une source de préoccupations car, à leur avis, elle allait à l'encontre des efforts déployés en vue de renforcer la confiance qu'avait la population en elle-même. La mission a fait ressortir le caractère d'urgence que revêtent les activités continues de développement, tels la construction de terrasses, la conservation des sols et le reboisement, qui visent à éliminer les causes fondamentales de la sécheresse.

7. Il faut espérer que, avec l'aide de la communauté internationale, le temps et l'instauration d'un climat de stabilité qui permettront aux mesures à plus long terme de porter leurs fruits, le Gouvernement éthiopien pourra accomplir des progrès soutenus et remédier au déficit alimentaire chronique qui a sévi dans les régions septentrionales du pays durant les quatre dernières années.

8. M. DOO KINGUE (Administrateur assistant et Directeur régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement) rappelle les mesures d'assistance prises en faveur de l'Ethiopie par le Conseil d'administration du PNUD à ses dix-septième et dix-huitième sessions. A la dix-huitième session, le Conseil d'administration a autorisé l'Administrateur à approuver les projets relatifs aux activités de lutte contre la sécheresse demandés par le Gouvernement éthiopien jusqu'à concurrence d'un montant maximum de deux millions de dollars pour la période se terminant le 31 décembre 1976.

9. A cette date, les dépenses effectuées par le PNUD, conformément à cette autorisation, se sont élevées à 1,6 million de dollars. Ces ressources ont été consacrées essentiellement à la fourniture de services techniques et de matériel pour lutter à long terme contre les effets dévastateurs de la sécheresse ainsi que pour appuyer les travaux des organismes nationaux, nécessaires au relèvement du pays. Les activités du PNUD ont porté sur la recherche agricole, l'assistance aux établissements humains, la santé publique et les services de techniciens en matière d'assainissement et d'approvisionnement en eau.

10. Par ailleurs, en avril 1975, l'Administrateur du PNUD a approuvé un projet d'approvisionnement en eau d'un montant de 1 266 000 dollars et un projet de construction de routes dans les régions rurales d'un montant de 1 793 000 dollars, ces deux projets étant financés par le Fonds d'équipement des Nations Unies. Une partie du matériel prévu par le premier de ces projets a déjà été livrée et le reste sera envoyé en Ethiopie dans les deux prochains mois. L'exécution du projet de construction de routes dans les régions rurales doit être achevée en juin 1977. En outre, l'Administrateur vient de recevoir du Gouvernement éthiopien une autre demande d'assistance adressée au Fonds d'équipement des Nations Unies pour faire face à la situation nouvelle dans laquelle se trouve le pays; cette demande est actuellement à l'examen.

11. Il convient également de signaler que, l'Ethiopie appartenant au groupe des pays peu développés et gravement touchés par la sécheresse, on a attribué à ce pays un chiffre indicatif de planification de 42 millions de dollars pour la période 1977-1981, ce qui représente une augmentation de plus de 100 p. 100 par rapport au chiffre antérieur. De même, il y a peu de temps, le PNUD a également accordé à l'Ethiopie, en tant que pays peu

développé, une allocation spéciale sur laquelle le gouvernement a réservé 109 000 dollars au titre des services de relèvement agricole et économique dans les provinces les plus gravement touchées par la sécheresse.

12. Le représentant régional du PNUD non seulement représente en Ethiopie le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et le Directeur exécutif du PAM, mais s'est également chargé au cours de l'année dernière de coordonner l'exécution des programmes d'aide d'autres donateurs. A cet effet, sous ses auspices, des réunions sont tenues tous les mois avec les représentants des organismes d'aide, des liaisons constantes sont maintenues avec la Commission des secours et du relèvement du Gouvernement et des renseignements sont diffusés sur les effets de la sécheresse. Ces activités accroissent l'efficacité de l'assistance, garantissent que celle-ci est dirigée vers les zones où elle est la plus nécessaire et facilitent les rapports entre les organismes d'aide et le gouvernement, ce qui leur permet de mieux connaître les vues, les besoins et la politique de ce dernier.

13. M. ADUGNA (Ethiopie) dit que la sécheresse dont son pays a été victime a eu des répercussions beaucoup plus graves que celle qui a touché les pays de la région du Sahel en termes de vies humaines, pertes de bétail, érosion et épuisement des sols et qu'elle exigera l'exécution de travaux de relèvement à long terme qui nécessitent des ressources très importantes. La lutte contre les effets de catastrophes naturelles de l'ampleur de celles qui ont frappé les pays du Sahel et l'Ethiopie ne peut être entreprise par la plupart des pays en développement qui ne disposent que de faibles ressources, c'est pourquoi, malgré son désir sincère de résoudre ses problèmes avec les moyens dont il dispose, le Gouvernement éthiopien a dû solliciter l'appui et l'assistance de la communauté internationale à laquelle il est reconnaissant de sa coopération.

14. On estime actuellement que 1,5 million de personnes ont besoin d'une assistance urgente pour des périodes allant de 6 mois à un an, besoins qui pourront être satisfaits en partie par les 50 000 tonnes de céréales promises et par les 18 000 tonnes qui ont déjà été livrées. On attend, néanmoins, des offres pour 50 000 autres tonnes de céréales. La distribution de céréales aux populations qui ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence pose des problèmes logistiques de grande ampleur et il faudrait disposer de ressources considérables pour les résoudre. Du fait qu'il sera encore plus difficile de leur trouver une solution pendant la saison des grandes pluies, un appel a été lancé en vue d'obtenir un certain nombre de camions, mais l'aide reçue à cet égard a été jusqu'à présent très insuffisante au regard des besoins. Il convient de rappeler que la délégation éthiopienne a déjà signalé ce problème aux pays donateurs et aux organismes du système des Nations Unies, lors de la trente et unième session de l'Assemblée générale et de la soixantième session du Conseil économique et social.

15. Pour atteindre le but visé, les activités de secours doivent être complétées par un programme de relèvement efficace, mais, par suite de la nécessité constante de fournir une aide d'urgence, une grande partie des ressources nationales se trouve ainsi absorbée au détriment des opérations de relèvement. L'assistance technique fournie par le PNUD en matière d'établissements humains ainsi que

par le Fonds d'équipement des Nations Unies a donc été très précieuse et a permis d'appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant les opérations de relèvement. La coopération du FISE en ce qui concerne les services de santé, l'approvisionnement en eau potable et l'éducation des populations nomades dans les lieux où elles séjournent s'est également avérée extrêmement utile.

16. De son côté, le Gouvernement éthiopien a entrepris l'exécution de projets visant à assurer l'installation des populations nomades victimes de la sécheresse, pris des mesures touchant la conservation des sols et des eaux, entrepris la construction de routes, le reboisement et le développement de l'irrigation dans le pays. De même, le Gouvernement éthiopien a mis en place un système d'alerte rapide et mis au point une stratégie permettant de constituer des réserves d'aliments d'urgence avec l'aide d'organismes du système des Nations Unies et de donateurs bilatéraux.

17. Au cours des premières années de sécheresse, le Gouvernement qui était alors au pouvoir en Ethiopie n'a pas sollicité l'aide extérieure. C'est à la suite de pressions internationales qu'une aide a été fournie à ce moment-là. On disposait plus facilement de données sur la sécheresse dans la zone du Sahel pour laquelle on a créé le Bureau des opérations de secours dans la région sahélienne de la FAO et le Bureau des Nations Unies pour le Sahel, alors qu'aucun organisme analogue n'a été créé pour les pays de l'Afrique de l'Est. Eu égard aux besoins à long terme, on pourrait peut-être envisager d'utiliser le système existant pour fournir des services à d'autres pays africains qui pourraient être victimes de la sécheresse comme l'Ethiopie. Si le concours de ces bureaux, outre celui du PNUD, est assuré pour mener à bien les opérations de reconstruction et de relèvement dans les régions d'Afrique victimes de la sécheresse, des résultats satisfaisants pourront être obtenus.

18. Le représentant de l'Ethiopie prie instamment la communauté internationale de collaborer avec son pays en vue d'accélérer les opérations de relèvement de façon à ce que le rythme d'exécution corresponde aux besoins de la population. Pour sa part, le Gouvernement éthiopien fera tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer les conséquences d'un régime foncier anachronique et de la sécheresse persistante en vue de satisfaire au moins les besoins essentiels de la population.

19. M. MOHAMMED (Bangladesh) dit que les difficultés que connaît l'Ethiopie sont symboliques de ce qui se produit dans la majorité des régions du monde exposées à des catastrophes naturelles. Dans ces régions, des conditions climatiques défavorables au moment des récoltes, des inondations ou toute autre catastrophe naturelle provoquent une situation d'urgence qui compromet les efforts accomplis par les gouvernements en matière de développement. Les économies de subsistance de ces régions ne permettent pas de faire face à de telles situations. Le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe a accompli une tâche digne d'éloges en concentrant l'assistance fournie sur les aspects humanitaires du problème qui se pose dans les régions victimes de la sécheresse. La délégation du Bangladesh estime donc que l'assistance fournie à l'Ethiopie par le Bureau du Coordonnateur doit être poursuivie et inten-

sifiée, ainsi que celle fournie par d'autres organismes comme le PNUD, le FISE et d'autres institutions, dans leurs domaines de compétence respectifs.

20. M. MADEY (Yougoslavie) dit que le fait que la Yougoslavie est l'un des auteurs du projet de résolution E/L.1763 intitulé "Assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse" témoigne de l'importance que la Yougoslavie attache à cette question et de son désir de se joindre à l'appel lancé à la communauté internationale et aux pays donateurs pour qu'ils accroissent leur assistance à l'Ethiopie en vue d'atténuer les conséquences de la sécheresse qui persiste depuis quatre ans. Il faut espérer que la communauté internationale répondra généreusement à cet appel. La Yougoslavie entretient des liens d'amitié avec l'Ethiopie et encourage la coopération avec ce pays dans divers domaines, notamment en ce qui concerne la fourniture d'une assistance visant à résoudre le problème à l'étude. M. Madey espère que le Conseil adoptera le projet de résolution E/L.1763 dont il est saisi. Au nom des auteurs, et afin de dissiper tout malentendu au sujet de certains paragraphes dudit projet de résolution, le représentant de la Yougoslavie indique que les auteurs interprètent le paragraphe 1 du dispositif et les dispositions pertinentes de la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale dans le contexte de la section X de cette résolution relatif aux mesures d'urgence.

21. M. CZARKOWSKI (Pologne) dit que la Pologne appuie traditionnellement les mesures visant à fournir une assistance aux pays africains en vue d'améliorer le niveau de vie de leur population. La communauté internationale doit suivre de près la situation en Ethiopie et fournir à ce pays toute l'aide possible. La délégation polonaise appuie le projet de résolution E/L.1763, en particulier les paragraphes demandant l'adoption de mesures à court et à long terme. La délégation polonaise se félicite des critères adoptés par les organismes du système des Nations Unies, en particulier par le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, la FAO, le PNUD et le FISE, en ce qui concerne la fourniture d'une assistance à l'Ethiopie et elle espère que ces organismes continueront à agir rapidement et efficacement. Pour sa part, la Pologne se propose de donner une nouvelle impulsion à ses relations économiques avec l'Ethiopie, et notamment d'accroître son assistance; elle espère que le Conseil approuvera le projet de résolution E/L.1763 par voie de consensus et qu'il sera rapidement appliqué.

22. M. MAINA (Kenya), présentant le projet de résolution E/L.1763 au nom de ses auteurs, dit que les déclarations du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, de l'Administrateur assistant et Directeur régional du PNUD pour l'Afrique et de M. Adugna, représentant de l'Ethiopie, montrent bien la situation critique à laquelle le peuple et le Gouvernement éthiopiens doivent faire face et dont toute la communauté internationale doit se préoccuper. Cette situation s'est encore aggravée à la suite de mauvaises récoltes dans les provinces qui exportent traditionnellement les céréales. Le projet de résolution E/L.1763 a été établi en tenant compte de ce qui précède et ne nécessite pas de longues explications. Au paragraphe 1 du dispositif, le Conseil économique et social prie le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, l'Administrateur du Programme des Nations

Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres organismes et institutions spécialisés des Nations Unies de poursuivre et d'intensifier, dans leurs domaines de compétence respectifs, l'assistance qu'ils fournissent à l'Ethiopie; les auteurs du projet de résolution voudraient saisir cette occasion pour exprimer leur gratitude à ces organismes pour leur action digne d'éloges visant à atténuer la gravité de la situation dans laquelle se trouve l'Ethiopie.

23. Au paragraphe 2 du dispositif, les auteurs du projet de résolution ont estimé qu'il convenait de faire appel aux gouvernements des Etats Membres et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils poursuivent et accroissent leur assistance étant donné que la bataille est loin d'être gagnée. Les auteurs font appel à la générosité de ceux qui ont oeuvré en faveur de cette noble cause et demandent à tous ceux qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de fournir une aide pour mettre fin à la grave situation de l'Ethiopie. Comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général (E/5919), on estime les besoins de l'Ethiopie, en matière d'importations, à 200 000 tonnes de céréales et 150 camions, 15 élévateurs à fourche, trois grues de 5 à 15 tonnes pour les équipements portuaires, et cinq grands hangars seront également nécessaires. Les dons en nature ou en espèces seront accueillis avec gratitude.

24. Etant donné le caractère permanent du problème, les auteurs ont jugé bon d'inclure le paragraphe 3 du dispositif dans lequel il est indiqué que le Conseil décide de garder la question à l'étude. Afin de rendre hommage aux efforts déployés par le PNUD à cet égard, le représentant du Kenya propose de faire suivre le quatrième alinéa du préambule du nouvel alinéa ci-après :

*"Ayant entendu également le rapport de l'Administrateur assistant et Directeur régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement sur l'assistance fournie par le Programme au Gouvernement éthiopien dans le cadre de ses programmes de secours et de relèvement exécutés dans les régions du pays victimes de la sécheresse".*

25. Le représentant du Kenya indique que l'Afghanistan, l'Argentine, le Bangladesh, la Malaisie et le Rwanda se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

26. Mme MAIR (Jamaïque) assure le Gouvernement et le peuple éthiopiens de la solidarité et de l'appui de la Jamaïque et annonce que la délégation jamaïcaine se porte coauteur du projet de résolution E/L.1763.

27. M. KOSSEV (Bulgarie) dit qu'il ressort du rapport du Secrétaire général (E/5919) et des déclarations que le Conseil a entendues que la situation dans les régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse demeure indéniablement précaire. La délégation bulgare estime donc qu'une assistance bilatérale et multilatérale doit continuer à être fournie à l'Ethiopie. Pour sa part, le Gouvernement bulgare est solidaire des efforts que déploie l'Ethiopie pour faire face à cette situation. A deux reprises, il a fourni une assistance au peuple éthiopien et fait don de 157 tonnes de vivres, y compris des aliments pour enfants et des médicaments. Des médecins bulgares dispensent leurs services en



Ethiopie et assistent le peuple éthiopien dans sa lutte contre les conséquences de la sécheresse. La Bulgarie a renforcé sa coopération économique et technique avec l'Ethiopie et les deux pays ont conclu des accords bilatéraux dans ces domaines. La délégation bulgare espère, comme d'autres délégations, que le projet de résolution E/L.1763 sera adopté par voie de consensus.

28. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) dit que, comme sa délégation l'a déjà mentionné en d'autres occasions, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est pleinement conscient de la nécessité d'adopter des mesures d'urgence pour fournir une assistance aux régions d'Ethiopie victimes de la sécheresse. Entre 1973 et 1976, la République fédérale d'Allemagne a fourni une assistance humanitaire d'un montant de 57 millions de marks provenant de fonds gouvernementaux et d'institutions de caractère humanitaire de la République fédérale d'Allemagne.

29. M. OULD SID'AHMED (Mauritanie) dit que la Mauritanie appartient à une région qui souffre depuis de longues années d'une sécheresse catastrophique dont les effets se font sentir dans tous les secteurs de l'économie; elle comprend donc l'importance des problèmes qui accablent l'Ethiopie. La Mauritanie espère que la communauté internationale saura tenir compte de la gravité et de l'urgence de cette situation. La délégation mauritanienne souhaite se porter coauteur du projet de résolution E/L.1763.

30. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie le projet de résolution E/L.1763 et déclare que l'Union soviétique considère avec sympathie l'évolution sociale et économique progressiste qui se produit actuellement en Ethiopie ainsi que les efforts déployés par le Gouvernement éthiopien pour lutter contre les effets de la sécheresse. L'Union soviétique fournit une aide très importante aux pays victimes de catastrophes naturelles et elle a accru sa coopération avec l'Ethiopie, tout en continuant à respecter dûment sa souveraineté nationale, en vue d'accélérer le progrès culturel, technique et économique de ce pays et de renforcer son économie.

31. M. PARSI (Iran) dit que la gravité de la situation qui persiste depuis quatre ans en Ethiopie préoccupe sa délégation. Conscient des problèmes qui se posent, l'Iran a été l'un des premiers pays à venir en aide à l'Ethiopie; il félicite le peuple et le gouvernement de ce pays des efforts déployés pour résoudre ces problèmes. La délégation iranienne estime que la communauté internationale doit fournir une assistance importante à l'Ethiopie pour l'aider à faire face à cette situation critique et elle espère que le projet de résolution E/L.1763 sera adopté par voie de consensus.

32. M. ALFONSO MARTINEZ (Cuba) dit que Cuba est solidaire de l'Ethiopie, son pays frère, dans ses difficultés et est parfaitement conscient des efforts déployés par son gouvernement pour surmonter ces difficultés. Comme au cours des sessions précédentes, Cuba se joint aux autres délégations en vue de venir en aide à l'Ethiopie, appuie le projet de résolution E/L.1763 et s'en porte coauteur.

33. M. DUMAS (France) dit que son pays, comme les autres Etats membres de la Communauté économique

européenne, a fourni une aide alimentaire à l'Ethiopie. La délégation française se joint aux délégations qui ont témoigné leur solidarité au peuple éthiopien.

34. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'adopter le projet de résolution E/L.1763, tel qu'il a été révisé par le représentant du Kenya, sans le mettre aux voix.

*Le projet de résolution E/L.1763, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté [résolution 2047 (LXII)].*

35. M. ADUGNA (Ethiopie) remercie les membres du Conseil de leurs témoignages de solidarité à l'endroit du peuple éthiopien et fait part de la gratitude de son pays envers les organismes du système des Nations Unies pour l'assistance qu'ils fournissent. D'autre part, il se félicite que le projet de résolution E/L.1763 ait été adopté à l'unanimité.

## POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

### Conférences cartographiques régionales (E/5906, E/5918, E/L.1758, L.1760 à 1762)

36. M. ALBORNOZ (Equateur) dit que la délégation équatorienne a examiné avec attention le rapport du Secrétaire général relatif à la coopération internationale dans le domaine de la cartographie (E/5906), établi conformément à la décision du Conseil économique et social figurant dans la résolution 1839 (LVI) concernant la convocation de la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique, à Panama, en mars 1976.

37. Les résultats de cette conférence sont encourageants; 38 pays y ont assisté et des progrès ont été réalisés dans l'examen de questions essentielles pour le processus de développement, telle notamment la question de l'aménagement du territoire et d'autres questions intéressant les pays américains, dans le cadre du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale], en premier lieu la question de l'exercice de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles. Les thèmes étudiés par la Conférence, qui revêtaient un caractère concret, allaient de l'établissement de levés cadastraux à la téléobservation par satellites.

38. La tâche entreprise est une tâche de longue haleine, qui nécessitera un soutien constant des gouvernements et l'appui de tous les moyens techniques et économiques du système des Nations Unies. Il y a lieu par conséquent d'envisager de réunir une deuxième conférence dans la région de l'Amérique latine, ce qui permettra à cette région de coopérer aux progrès de la cartographie dans le monde et d'accélérer le processus de transfert de techniques dans ce domaine.

39. M. Albornoz présente au nom des délégations de l'Argentine, de la Bolivie, du Canada, de la Colombie, de Cuba, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, de la Jamaïque, du Mexique, du Pérou et du Venezuela, un projet de résolution (E/L.1758) intitulé "Convocation d'une deuxième Conférence cartographique régionale des

Nations Unies pour l'Amérique"; aux termes de ce projet de résolution, le Conseil économique et social prie le Secrétaire général de prendre les arrangements nécessaires pour convoquer ladite conférence à Mexico, pendant le premier semestre de 1979; le Secrétaire général est prié, en outre, de prendre des mesures pratiques pour donner suite aux recommandations de la première Conférence cartographique de Panama, c'est-à-dire en vue de poursuivre des activités aussi importantes et nécessaires que l'établissement de cartes hydrographiques, les travaux de photogrammétrie, l'établissement de levés cadastraux, la télédétection et la transmission d'images par satellites, et le transfert de renseignements relatifs à la télédétection. La délégation équatorienne estime que ces activités ne peuvent que renforcer, sur le plan technique, la position des pays intéressés à l'égard des questions dont traitent d'autres organes et organismes du système des Nations Unies, comme le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et des activités touchant au domaine de la population, à l'environnement et aux établissements humains, ainsi qu'en ce qui concerne les services d'ordre technique relatifs à l'évaluation des ressources naturelles.

40. Dans le projet de résolution E/L.1758, le Conseil prend note avec satisfaction de l'invitation du Mexique qui s'est généreusement offert à accueillir la Conférence et à lui fournir les services d'appui nécessaires.

41. M. Albornoz signale d'autre part que, dans le paragraphe 1 du dispositif, il y a lieu de mentionner à la place de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969, la résolution 31/140 du 17 décembre 1976, qui s'est substituée à la précédente.

42. M. HANNAH (Nouvelle-Zélande) présente, au nom des délégations du Bangladesh, des Etats-Unis d'Amérique, de la Malaisie, du Pakistan, des Pays-Bas, des Philippines, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et au nom de sa propre délégation, le projet de résolution E/L.1760, intitulé "Convocation de la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique", et se félicite de ce que le Canada et l'Iran aient demandé à figurer parmi les auteurs de ce texte.

43. C'est pour la Nouvelle-Zélande un honneur que d'avoir participé, conjointement avec les autres pays de la région de l'Asie et du Pacifique, aux travaux des conférences cartographiques des Nations Unies qui ont eu lieu dans cette région. Les importants résultats auxquels elles ont abouti sont reflétés dans le rapport du Secrétaire général sur la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (E/5918). La Nouvelle-Zélande serait par conséquent heureuse d'accueillir sur son territoire la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, qui doit avoir lieu au début de 1980.

44. Le projet de résolution en question n'appelle pas grand commentaire : au paragraphe 1 du dispositif, on approuve la recommandation de la huitième Conférence tendant à ce que l'appellation des futures conférences régionales soit alignée sur l'appellation qui est désormais celle de la région, c'est-à-dire à remplacer l'expression "pour l'Asie et l'Extrême-Orient" par "pour l'Asie et le Pacifique". Au paragraphe 2 du dispositif, le Secrétaire général est prié de

prendre les dispositions nécessaires pour convoquer la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, qui doit avoir lieu en février 1980, en Nouvelle-Zélande. La date recommandée par la huitième Conférence a été choisie à l'issue de consultations entre les autorités néo-zélandaises et le Secrétariat et compte tenu de la proposition visant à convoquer la deuxième Conférence régionale pour l'Amérique durant le premier semestre 1979. M. Hannah signale que, au paragraphe 2 du dispositif, il y a lieu de mentionner à la place de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969, la résolution 31/140 (XXXI) du 17 décembre 1976, qui s'est substituée à la précédente. Au paragraphe 3 du dispositif, le Secrétaire général est prié de prendre des mesures pour assurer l'application des recommandations de la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui a eu lieu à Bangkok du 17 au 28 janvier 1977, dont celle concernant la nouvelle réunion du Groupe d'experts des levés hydrographiques et de la cartographie marine. La délégation néo-zélandaise constate avec satisfaction que, selon le document E/L.1762 relatif aux incidences financières, la réunion d'un petit groupe d'experts au Siège n'entraînera aucune dépense supplémentaire.

45. La délégation néo-zélandaise recommande donc le projet de résolution E/L.1760 au Conseil pour adoption et déclare appuyer le projet de résolution E/L.1758 que vient, d'autre part, de lui soumettre le représentant de l'Equateur.

46. M. LOPEZ BASSOLS (Mexique) remercie le représentant de l'Equateur de ses paroles avisées et dit que le Mexique a été récemment le siège de diverses conférences et réunions internationales, telles celle du Groupe de travail chargé d'élaborer la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme et de la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement. Le Mexique possède également l'infrastructure technique nécessaire pour la planification, la coordination et l'établissement d'un inventaire des ressources naturelles, humaines et économiques du pays; grâce à l'analyse, au classement et à la diffusion des renseignements concernant ces ressources, on devrait susciter une nouvelle prise de conscience des possibilités de développement pour chaque région et parvenir ainsi à déterminer les besoins, moyens, solutions et objectifs, de façon à faciliter le progrès collectif. La tâche essentielle de la Commission d'étude du territoire national (CETERNAL) est de procéder à l'inventaire des ressources dont dispose le Mexique. Pour mener à bien cette tâche, la Commission a entrepris des études portant sur les ressources humaines, sur l'infrastructure et les installations, les ressources naturelles — renouvelables et non renouvelables — et sur les levés topographiques, afin de constituer une documentation de base en vue de la planification sectorielle et régionale et, ultérieurement, d'une planification intégrale à l'échelle nationale.

47. Le Mexique est convaincu que les pays qui s'efforcent de sortir du sous-développement ont besoin, au départ, essentiellement d'une planification adéquate des activités de leur population; cependant, il ne paraît pas possible de mettre en pratique, avec quelque chance de succès, une théorie de développement économique sans une véritable

connaissance des ressources dont disposent ces pays. C'est pourquoi, à la Conférence de Panama, le Gouvernement mexicain s'est offert à accueillir la deuxième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique, pendant deux semaines, au cours du premier semestre de 1979, à une date à déterminer après consultations avec le Secrétariat et les délégations qui auraient l'intention d'assister à cette conférence.

48. Disposant comme on le sait des installations nécessaires dans la capitale, avec l'infrastructure technique du CETERNAL, et ayant déjà une large expérience régionale dans ce domaine, le Gouvernement mexicain espère fermement accueillir la deuxième Conférence cartographique régionale pour l'Amérique, qu'il s'apprête déjà à recevoir.

49. La délégation mexicaine souligne le fait qu'il aurait été souhaitable que le Conseil dispose de l'Acte final de la Conférence de Panama<sup>1</sup>; ce document, dans lequel on trouve un résumé des séances plénières et des séances des quatre comités, ainsi que les résolutions adoptées, témoigne éloquemment de l'importance des travaux scientifiques qui ont été réalisés collectivement. La délégation mexicaine félicite d'autre part M. Chris Christopher, chef de la Section de la cartographie, qui, en sa qualité de Secrétaire exécutif de la Conférence, n'a pas ménagé ses efforts; et il formule l'espoir que l'on pourra compter sur ses avis éclairés et son expérience pour l'organisation de la prochaine conférence régionale.

50. M. NAKAMURA (Japon) dit que son pays reconnaît l'importance de la cartographie pour l'élaboration des plans de développement; aussi a-t-il participé positivement à la huitième Conférence cartographique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

51. La délégation japonaise remercie le Gouvernement néo-zélandais d'avoir offert d'accueillir la prochaine conférence de la région; elle espère que cette conférence non seulement constituera un forum où pourront s'échanger renseignements et techniques, mais aussi envisagera des mesures concrètes en vue de la coopération régionale et internationale au niveau intergouvernemental. La délégation japonaise se joint aux auteurs du projet de résolution E/L.1760.

52. M. DUMAS (France) dit que son pays s'est toujours intéressé aux activités cartographiques, auxquelles il a participé par l'intermédiaire de l'Institut géographique national à Paris. La délégation française appuie les projets de résolution E/L.1758 et E/L.1760.

53. Mlle TYERMAN (Canada) dit que les délégations canadiennes qui ont assisté à la première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique, tenue à Panama en 1976, et à la huitième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui a eu lieu à Bangkok en 1977, se sont déclarées satisfaites des travaux qui ont été effectués à ces occasions.

54. De l'avis de la représentante du Canada, ces conférences régionales offrent une occasion unique d'échanger des informations techniques, échange qui est facilité par

l'efficacité de leur organisation et l'excellente qualité des documents de travail présentés par les délégations. En outre, elles donnent la possibilité aux experts en la matière d'échanger des connaissances et le fruit de leur expérience avec leurs collègues du monde entier et de faire — officieusement et officiellement — le point de la situation dans le domaine de la géodésie, de la cartographie et des levés. Cet échange peut être particulièrement fructueux pour les pays en développement qui, tout comme le Canada, doivent effectuer des levés et établir des plans de régions étendues, avec des ressources limitées.

55. La délégation canadienne espère que le Conseil adoptera par consensus les deux projets de résolution (E/L.1758 et E/L.1760) qui viennent de lui être présentés.

56. M. RIEMER (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'utilité des conférences cartographiques régionales pour tous les pays et, en particulier, pour les pays en développement, car elles facilitent l'échange d'informations techniques; il remercie, d'autre part, les délégations mexicaine et néo-zélandaise pour l'offre faite par leurs gouvernements d'accueillir respectivement chacune des deux conférences qui vont être organisées.

57. M. WU Hsiao-ta (Chine) dit que la Chine n'ayant pas été représentée à la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, les résolutions approuvées par cette conférence n'ont pas pour elle un caractère obligatoire; si ces résolutions devaient être mises aux voix à la présente session du Conseil, la délégation chinoise ne participerait pas au vote.

58. A la cinquante-sixième session du Conseil, la délégation chinoise a déclaré que la participation de la clique de Tchang Kai-shek, qui s'était arrogée abusivement le titre de représentant de la Chine aux six premières conférences cartographiques régionales pour l'Asie et l'Extrême-Orient, était illégale et nullement représentative. A cette occasion, la délégation chinoise a également indiqué qu'outrepassant ses pouvoirs la sixième Conférence cartographique régionale avait recommandé la création d'une prétendue "Commission hydrographique du sud de la mer de Chine", et qu'elle avait inclu les îles chinoises Nansha et les zones maritimes adjacentes dans le plan hydrographique de la Commission. A maintes reprises, le Gouvernement chinois a déclaré que les îles Nansha, comme les îles Hsisha, Tungsha et Chungsha, faisaient partie du territoire chinois et que la République populaire de Chine avait une souveraineté incontestable sur ces îles et sur les zones maritimes adjacentes. La délégation chinoise, qui a demandé aux autorités compétentes de prendre des mesures pour mettre fin audit plan hydrographique et pour éviter qu'à l'avenir ne se présentent des cas analogues, réaffirme, en cette occasion, une nouvelle fois sa position.

59. Le PRESIDENT propose, en l'absence d'objection, que le Conseil adopte les projets de résolution E/L.1758 et E/L.1760 tels qu'ils ont été révisés par les représentants de l'Equateur et de la Nouvelle-Zélande respectivement, sans les mettre aux voix.

*Le projet de résolution E/L.1758, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté [résolution 2048 (LXII)].*

*Le projet de résolution E/L.1760, tel qu'il a été oralement révisé, est adopté [résolution 2049 (LXII)].*

<sup>1</sup> E/CONF.67/3.

60. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation se réserve le droit de revenir sur la question des incidences financières des résolutions que le Conseil vient d'adopter lorsque la Cinquième Commission de l'Assemblée générale se réunira. De l'avis de la délégation soviétique, il faut réduire dans toute la mesure possible les dépenses pour les conférences qui sont imputées sur le budget ordinaire. On devrait, autant que faire se peut, se procurer les ressources nécessaires en réalisant des économies et en restreignant ou supprimant d'autres programmes.

#### POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux transports  
(E/5916, TD/B/AC.20/6)

#### RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE (E/5962 ET ADD.1)

61. M. DOWNES-THOMAS (Secrétaire adjoint du Conseil) dit que l'on apportera des corrections à la version française du paragraphe 5 du projet de résolution, intitulé "Travaux du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses", recommandé par le Comité économique du paragraphe 11 de son rapport (E/5962), pour qu'il corresponde à la version anglaise.

62. Le PRESIDENT propose, en l'absence d'objection, que le Conseil adopte le projet de résolution et les projets de décisions A, B et C recommandés par le Comité économique dans son rapport (E/5962), sans les mettre au voix.

*Le projet de résolution est adopté [résolution 2050 (LXII)].*

*Les projets de décision A, B et C sont adoptés [décisions 213 (LXII), par. 2, 218 (LXII) et 219 (LXII)].*

#### POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives à la population (E/5913)

#### RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE (E/5961)

63. Le PRESIDENT propose que, en l'absence d'objection, le Conseil adopte les projets de résolution I, II et III et

les projets de décision A et B recommandés par le Comité économique au paragraphe 14 de son rapport (E/5961), sans les mettre aux voix.

*Le projet de résolution I est adopté [résolution 2051 (LXII)].*

*Le projet de résolution II est adopté [résolution 2052 (LXII)].*

*Le projet de résolution III est adopté [résolution 2053 (LXII)].*

*Les projets de décision A et B sont adoptés [décisions 221 (LXII) et 222 (LXII)].*

#### POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Questions relatives aux statistiques (E/5910)

#### RAPPORT DU COMITE ECONOMIQUE (E/5960 ET CORR.1)

64. Le PRESIDENT propose que, en l'absence d'objection, le Conseil adopte les projets de résolution I et II et les projets de décision A et B recommandés par le Comité économique au paragraphe 13 de son rapport (E/5960 et Corr.1), sans les mettre aux voix.

*Le projet de résolution I est adopté [résolution 2054 (LXII)].*

*Le projet de résolution II est adopté [résolution 2055 (LXII)].*

*Les projets de décision A et B sont adoptés [décisions 220 (LXII) et 213 (LXII), par. 1, alin. e].*

65. Le PRESIDENT signale que, comme l'a recommandé le Comité économique au paragraphe 11 de son rapport, la question des dates de la vingtième session de la Commission de statistique sera examinée à la soixante-troisième session du Conseil lorsque celui-ci étudiera le plan biennal de conférences.

*La séance est levée à 13 heures.*

## 2055<sup>e</sup> séance

Mercredi 11 mai 1977, à 11 h 25.

Président : M. Ladislav ŠMÍD (Tchécoslovaquie).

E/SR.2055

#### POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections (E/L.1741, E/L.1747 et Corr.1, E/L.1748, E/L.1749 et Add.1 et 2, E/L.1750 à 1753)

1. Le PRESIDENT propose que le Conseil procède aux élections dans l'ordre où les différents organes intéressés sont énumérés dans les annotations au point 15 de l'ordre

du jour provisoire de la soixante-deuxième session (E/5917), en commençant par la Commission de statistique.

#### COMMISSION DE STATISTIQUE (E/L.1747 ET CORR.1)

2. Le PRESIDENT invite le Conseil à élire huit membres de la Commission de statistique pour un mandat de quatre ans, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1978.